

Sommet « Finance en commun »

Banques publiques de développement : passer des mots aux actes

Paris, le vendredi 13 novembre 2020 – Communiqué de Coordination Sud

Alors que le monde est confronté à une crise sanitaire, sociale et économique combinée, la plus grave depuis un siècle, plus de quatre cents banques publiques de développement se sont réunies ensemble, pour la première fois, cette semaine à Paris. Elles ont affirmé l'ambition de présenter une réponse collective aux défis mondiaux dans ce contexte de crise, avec des financements à court terme, et à long terme pour l'agenda 2030 des ODD et l'Agenda de Paris sur le Climat.

UN ACCORD QUI PREND EN COMPTES DES DEMANDES RÉCURRENTES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Coordination SUD salue l'affirmation des banques publiques de développement participantes de travailler conjointement sur des principes communs « pour une transition juste, inclusive et fondée sur les droits ». C'est ce que dit leur déclaration signée par leurs associations régionales qui met l'Accord de Paris et l'agenda 2030 au centre de leurs financements. Coordination SUD constate avec satisfaction qu'un certain nombre des propositions qu'elle a porté s'y retrouvent : notamment la reconnaissance des besoins spécifiques de populations marginalisées, le respect des droits des populations autochtones, ainsi que l'engagement à accroître leurs financements dédiés à l'égalité de genre. Plusieurs références sont faites à la pauvreté, aux populations vulnérables, à la situation des femmes et des jeunes filles, aux droits humains.

Cette déclaration est importante d'autant qu'on constate sur le terrain les décalages avec la pratique de nombre de ces banques.

UNE PRISE EN COMPTE DU RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT QUI RESTE À FAIRE RECONNAÎTRE.

Coordination SUD regrette toutefois que la déclaration n'inclut pas des éléments essentiels pour un développement juste, inclusif et durable. D'abord, la reconnaissance du rôle clé que doit jouer la participation de la société civile à tous les stades des politiques et des projets de développement. Ensuite, le fait que l'objectif premier du développement est l'accès pour toutes et tous à tous les droits humains. Enfin, une affirmation claire quant au rôle central du secteur public et non lucratif pour développer des services sociaux essentiels, inclusifs et accessibles à toutes et tous.

« Les structures de gouvernance des banques publiques de développement doivent inclure la société civile. Des mécanismes participatifs doivent être créés au sein de la gouvernance de ces banques pour que la participation de la société civile ne se fasse pas seulement au niveau des projets mais aussi dans le cadre du processus de définition des stratégies des banques », insiste également Lara Pietricovsky de Oliveira, présidente du Forum international des plateformes d'ONG (Forus), dont Coordination SUD est membre.

LA QUESTION DU NIVEAU ET DES PRIORITÉS À LA MISE EN ŒUVRE DES FINANCEMENTS RESTE POSÉE

À l'heure où les gouvernements des pays riches peuvent mobiliser des montants sans précédents

d'argent public pour faire face aux conséquences de la crise engendrée par la covid-19 et des mesures publiques prises pour y répondre, la situation des pays pauvres est fondamentalement différente. Les banques publiques de développement revendiquent un rôle important pour apporter des financements, tant pour des réponses immédiates dans le moment covid-19 que pour les enjeux structurels inscrits dans l'agenda 2030 et l'Accord de Paris. Comme l'affirme Philippe Jahshan, le président de Coordination SUD, « Il serait naïf de croire que cette déclaration va changer les choses instantanément, mais il y a là un pas dans la bonne direction. Cette déclaration pourra être mise en regard de pratiques qui y seraient contraires. Et, l'annonce de prochains sommets pour poursuivre autour des engagements énoncés une mise en commun de financements allant dans ces sens mérite d'être appuyée ».

➡ Retrouvez la déclaration commune des ONG « Les BPD doivent agir en faveur du monde que nous voulons », signée notamment par la Coalition Eau [ici](#)

CONTACT PRESSE

Bénédicte Bimoko, bimoko@coordinationsud.org

Tél : 01 44 72 03 78 / 07 76 78 15 19